

Canal+, Telecom Italia... Les coulisses du deal secret entre Vivendi et Orange

Par Pierre-Henri de Menthon

Publié le 24-08-2016 à 15h43
Mis à jour le 25-08-2016 à 08h32

EXCLUSIF L'opérateur télécoms ferait son entrée à la fois dans Canal Plus et dans Telecom Italia, deux sociétés dont le principal actionnaire est Vincent Bolloré (Vivendi).



Bolloré qui s'allège en partie du fardeau Canal Plus et Orange qui prend enfin pied en Italie. C'est une opération "win win" qu'a imaginée cet été le banquier d'affaires Jean-Marie Messier. Orange participerait à une recapitalisation de Canal Plus, filiale de Vivendi, pour se retrouver avec environ 20% du capital aux cotés de Vincent Bolloré. Et ce dernier, céderait des actions Telecom Italia à Orange qui prendrait enfin pied dans ce pays. Le deal est loin d'être bouclé. Mais Vincent Bolloré, principal actionnaire et président du conseil de surveillance de Vivendi et le PDG d'Orange Stéphane Richard en ont bien discuté. Leurs équipes se sont même rencontrées récemment sous prétexte d'une renégociation de contrat de diffusion.

Un porte-parole d'Orange, qui ne confirme ni n'infirme ces informations, admet qu'il "n'est pas absurde de réfléchir à ce genre de schéma". Derrière l'entrée dans Canal Plus, ce sont bien entendu les contenus qui intéressent Orange, qui pourrait par exemple recalibrer et distribuer une partie des formats proposés par le groupe audiovisuel pour les smartphones. L'opérateur regarde d'ailleurs de près un autre dossier: la société de production Banijay Group détenue à hauteur de 26% par...Vivendi. Pas question pour l'instant de parler de "convergence" chez Orange, qui avait arrêté en 2012 sa chaîne sport après y avoir englouti 1,6 milliard d'euros. Mais la stratégie décomplexée du concurrent SFR (Altice), qui s'est notamment payé les droits du football anglais, pourrait faire bouger les lignes. Devant quelques journalistes, le 21 juin à New York, Patrick Drahi, l'actionnaire de SFR a d'ailleurs raillé son concurrent: "Je vous parie que si je produis des séries, dans un an, Orange s'y met aussi." Une alliance avec Vivendi serait une alternative intéressante à cette perspective.

Orange n'a pas les mains libres

Quant à l'autre volet de l'opération, qui se solderait par une entrée d'Orange au capital de Telecom Italia, dont Vivendi est le principal actionnaire avec 24,9% du capital, elle correspond à une stratégie industrielle de déploiement international affichée par Stéphane Richard, qui ne cache guère son appétit pour l'Italie. Même s'il est finalement resté à l'écart de la bataille livrée par Iliad Free et Vivendi pour le contrôle de l'opérateur transalpin, le PDG d'Orange connaît parfaitement ce dossier et sait que la capitalisation de Telecom Italia s'est effondrée de plus de 30% depuis le début de l'année. Un proche de Stéphane Richard, tout en considérant qu'une entrée au tour de table de l'italien serait un "investissement évident", dément le fait que cette initiative puisse être liée à une alliance avec Vivendi et à fortiori à une entrée au capital de **Canal Plus** (<http://www.challenges.fr/tag/canal-plus>). Le message est clair: les deux volets du deal sont disjoints. Ce qui rend l'opération un peu plus digeste.

Car **Orange** (<http://www.challenges.fr/tag/orange>) n'a pas les mains libres, surtout lorsqu'il s'agit de choisir un partenaire. L'ex-France Telecom n'est pas un opérateur comme les autres du fait de la présence de l'Etat à son capital. Ce dernier est minoritaire (13,4% en direct et 9,6% via Bpifrance), mais suffisamment présent pour détenir une forme de droit de veto, comme l'a montré l'échec de l'alliance avec Bouygues sur laquelle avait travaillé pendant des mois **Stéphane Richard** (<http://www.challenges.fr/tag/stephane-richard>) et son ami Jean-Marie Messier. Alors que le gouvernement avait mis des conditions inacceptables à Martin Bouygues, imagine-t-on qu'il puisse mieux traiter Vincent Bolloré qualifié entre autres de "catho intégriste" et de "pirate" par le président de la République dans un récent livre de confessions? C'est pourquoi les acteurs de ce projet d'alliance redoublent de prudence: Bercy n'est pour l'instant pas dans la boucle, les opérations Telecom Italia et Canal sont "étanches" et Messier Maris, la boutique de fusion et acquisitions de l'ex-patron de Vivendi Universal, n'a aucun mandat formel. Cette période de stricte confidentialité est désormais révolue.